

CEPAG

Centre d'Éducation Populaire
André Genot

boomerang

- ▶ **t**ourisme équitable
- ▶ **d**émocratie économique
et sociale

Ed. Resp. :
Annick Thyré
CEPAG asbl
avenue G. Bovesse 117, bte 10
5100 Jambes
Bureau dépôt : Bruxelles X

BULLETIN DE LIAISON

Numéro 2 - Août 2004

sommaire

Edito	2
Focus	
Tourisme équitable : ne pas voyager idiot	4
Elections sociales : la démocratie économique et sociale, ça marche !	10
Voir, lire,	18
Agenda	23

Comité de rédaction : **ANDRUSYSZYN Anne-Marie**
DITTOY Laurent PRECELLE Eddy RICHARD Daniel
THYRY Annick ZAGAGLIA Paolo

Mise en page : **CEPAG asbl**

Impression : **Imprimerie Van Ruys**

rue de l'Orient 50 1040 Bruxelles

Voici revenu le temps des vacances ! Seront-elles aussi bonnes pour la population qui a réservé son accueil, proposées les sites touristiques, mis à disposition ses richesses et infrastructures, que pour les vacanciers ? Bonne question.

La réponse est sans doute du côté du tourisme équitable ou tourisme durable.

Derrrière le tourisme équitable ou le tourisme durable il y a tout ce qui motive la commercialisation de produits ou services qui, notamment, respectent les populations productrices.

Le Fair Trade ou le commerce équitable comme on dit, englobe autant les produits (comme ceux des Magasins du monde-Oxfam) que les services (les voyages par exemple).

In fine, c'est la promotion des valeurs de solidarité et d'interculturalité de respect des peuples, etc., qui est recherchée.

Toutes les valeurs progressistes ou la rencontre de l'autre doit se faire dans le respect mutuel, toutes ces démarches doivent être valorisées.

Le tourisme équitable ne se définit pas par l'égalité de budget l'approche des vacances, mais par le fait que les personnes ayant la chance de faire du tourisme ne le fassent pas aux dépens de la population visitée de son cadre de vie, dans le respect de ses coutumes culturelles et religieuses.

Le voyage se doit d'être un moyen privilégié de lien et de compréhension entre les peuples. Il doit permettre l'épanouissement du voyageur et de l'accueillant tant sur les plans personnel, social, que culturel et économique. Les ressources financières doivent profiter équitablement aux populations d'accueil et contribuer au développement durable de leur territoire.

Voilà quelques principes confirmés

En cette période de vacances, il **Boomerang** est optimal pour retrouver une réflexion sur ce dossier de circonstance.

Bonne lecture & bonne réflexion !

Le Comité de rédaction.

Tourisme injuste : ne pas voyager idiot

par Laurent Di Paolo

Si vous en avez assez des vacances en hôtel-bon-tout-confort et si vous marrez des tours operators qui vous prennent pour des veaux d'Inde, si vous ne pouvez plus supporter d'être parqué dans un village de vacances aux allures de forteresse contre la misère extérieure, alors, cet article est pour vous.

En effet, depuis une dizaine d'années, plusieurs ONG ont démarré une réflexion visant à promouvoir un autre tourisme.

Le premier constat fut que cette activité représentait le deuxième secteur économique pour les pays du Sud, juste après le sacro-saint pétrole. L'Organisation Mondiale du Tourisme estime que, chaque année, près de 600 millions de personnes quittent ainsi leurs frontières. Une grande partie de celles-ci se dirige ainsi des pays riches vers les pays pauvres.

Mais cette activité génère souvent bien plus de problèmes qu'elle n'apporte de devises pour les habitants des pays visités, notamment :

- Salaire très bas du personnel local.

- Dommages écologiques causés par les services standardisés du tourisme occidental : gaspillage de l'eau, utilisation de pesticides pour les terrains de golf, etc.

- Rupture des équilibres économiques et sociaux locaux.

- Montée des prix des denrées locales, ce qui rend ces dernières inaccessibles pour les populations du coin.

- Apparition de la prostitution infantile, notamment dans certains pays d'Asie (la Thaïlande).

Face à ce constat plutôt sombre, une réflexion s'est engagée au début des années 90 pour promouvoir un tourisme plus correct et respectueux des populations locales, tout en favorisant l'échange entre le touriste et ces dernières.

En 1995 a eu lieu une Conférence Mondiale sur le Tourisme Durable qui en a défini les principes fondamentaux. Dans la foulée l'année 2002 fut proclamée l'Année internationale de l'écotourisme par le Conseil Economique et Social des Nations Unies.

Definition et principes

Ce tourisme différent pourrait se définir comme *un ensemble d'activités et de services proposés par des opérateurs touristiques à des voyageurs responsables et élaborés par les communautés d'accueil autochtones (ou tout au moins en grande partie avec elles). Ces communautés participent de façon prépondérante à l'évolution de la définition de ces activités (possibilité de les modifier, de les réorienter, de les arrêter).*

Elles participent aussi à leur gestion continue de façon significative (en limitant au maximum les intermédiaires ne respectant pas les principes de tourisme durable).

Les bénéfices sociaux, culturels et financiers de ces activités doivent être perçus en grande partie localement et équitablement partagés entre les membres de la population autochtone. (1)

Pas besoin d'avoir une Maîtrise en tourisme pour comprendre que cette nouvelle approche nécessite une part active à la fois du voyageur lui-même et des organisateurs touristiques.

(1) Tiré de la Charte du tourisme durable.

focus

Le voyageur qui opte pour cette forme responsable de découverte prend donc conscience que son acte touristique peut être soit bénéfique, soit facteur de désabilisation. C'est d'ailleurs l'une des difficultés de la promotion du tourisme équitable⁽²⁾ : il est difficile d'un bien inclus dans le commerce équitable (le café par exemple), le tourisme constitue un bien intangible ; par conséquent, il est plus difficile d'en assurer un suivi.

De plus, il n'est pas toujours aisé de saisir les nuances qui peuvent exister entre les différentes offres alternatives en la matière (tourisme alternatif, itinéraire solidaire, durable, écotourisme)

Autre problème : il n'existe pas, actuellement, d'organisme indépendant pouvant labelliser une entreprise pratiquant ce tourisme équitable. Ce sont donc les agences elles-mêmes qui s'auto-proclament.

Malgré tout, il commence à faire son chemin. De plus en plus d'opérateurs européens proposent de voyager autrement (voir plus loin). Et des actions concrètes voient le jour :

Croisière qui organise des randonnées à travers le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire, reverse 6% de son chiffre d'affaires aux services locaux (écoles, puits, centres de santé)

La Route des Sens qui organise un circuit au Maroc et dont 15% du chiffre d'affaires sont investis dans le développement local.

(2) Voir le sujet Dora Valayer, *Tourisme équitable, fiction ou réalité*, Juin 2003.

Les voyageurs des pays développés prennent aussi peu conscience du problème que peuvent poser leurs pratiques touristiques classiques. Un sondage paru en 1999 dans l'Echo touristique indique que près de la moitié des Français interviewés se déclarent théoriquement d'accord pour consommer des voyages garantis éthiques⁽³⁾.

Terminons ce rapide tour d'horizon en rappelant que cette approche innovante permet aussi de rencontrer les populations locales, sans cette barrière que constitue l'inégalité économique.

Cependant, cette démarche implique de repenser entièrement son comportement de touriste-consommateur. A partir de l'horizon s'élargit et le visiteur peut, par exemple, se faire de ses pérégrinations vis-à-vis des populations locales ou encore s'intéresser à la politique et la culture du pays.

Une manière de se sentir un peu plus citoyen du monde.

Quelques adresses utiles

www.eco-tour.org qui propose des adresses d'hébergement partout dans le monde.

Mandala Tour propose notamment des réseaux de fermes bios en Sicile. www.mandala-tour.com Tél. 02/532 36 86.

Croqnature (voir aussi supra) organise des randonnées et des expéditions dans le désert. www.croqnature.com

ASBL Sens Inverse qui propose de voyager autrement vers 23 destinations (notamment Madagascar, l'Equateur, la Biélorussie...). www.sensinverse.com Tél. 0476/83 05 70.

(3) In *Le tourisme équitable* / Françoise El Alaoui - Mémoire de Master - Ecole Supérieure de Gestion - Paris - 1999 - 1.

Voyage (in)équitable au pays Dogon (4)

Les villages Dogon du Mali sont depuis quelques années l'objet de visites touristiques de plus en plus assidues. Ainsi, plus de 12.000 personnes viennent visiter ces zones. Ici, on tente de trouver un mode touristique qui respecte à la fois les Dogons et leur culture si particulière et la juste répartition de l'apport financier généré par les visiteurs.

Dans cette région, où plus de 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté, le flux financier généré par le tourisme demeure non négligeable.

En fait, plusieurs agences spécialisées travaillent avec les guides locaux. Les recettes sont distribuées sur place, dans les villages.

Autre impact positif, la construction de puits et de puits à ciel ouvert attirent des touristes. Un élément majeur dans une contrée où l'eau est une denrée rare.

Ceci dit, l'équilibre demeure fragile et certains touristes, moins soucieux d'éthique, lorgnent sur ces régions pour y construire des immeubles modernes, avec tout ce que cela implique en termes de bouleversements sociaux, culturels et économiques.

(4) Ce petit article est un résumé du texte de Pascal Canfin, mis en ligne le 29 décembre 2003 sur le site www.novethic.fr

Des diables partout

Diabres et diables pratiques liés au tourisme de masse ont occasionné pas mal de diables aux quatre coins du monde.

A Djerba (au sud de la Tunisie), les constructions diaboliques ont grignoté les terres agricoles à un point tel que l'île ne produit plus que 10% de couverture de ses besoins alimentaires.

Au Belize, 90% de l'ensemble du développement du pays est entre des mains étrangères. Autrement dit, les locaux ne ramassent que les miettes via des emplois sous-payés.

Les diables causés par l'identité culturelle des pays visités (envahis ?) sont également considérables. A Hawaï, des cimetières traditionnels ont tout simplement disparus au profit de la construction de complexes touristiques.

Enfin, comment ne pas s'inquiéter de l'augmentation anarchique du trafic aérien qui, en 2015, sera responsable de la moitié de la destruction annuelle de la couche d'ozone.

A mi-juillet⁽⁵⁾

⁽⁵⁾ Ces exemples sont tirés de l'article de Sauveur Fernandez Eco tourisme : la rencontre de l'autre publié le 15 juillet 2001 sur le site www.econovateur.com

Elections sociales : la démocratie économique et sociale, à la marche !

par Daniel Richard

La participation aux élections sociales est libre. Le vote n'est pas obligatoire. Près de 80% des travailleurs qui en ont eu la possibilité ont exercé le droit en mai dernier. C'est un score appréciable au regard des abstentions dans certains scrutins politiques. La démocratie économique et sociale, à la marche !

Elle existe. En Wallonie, une grande majorité des travailleurs sont occupés dans des entreprises pour lesquelles la loi n'impose pas l'organisation d'élections. Il faut en conséquence abaisser les seuils des représentations syndicales. Comme c'est le cas chez de nombreux voisins.

En un quart de siècle, la société est transformée en profondeur. La révolution technologique, la révolte massive des femmes sur le marché du travail ou l'explosion du chômage permettent, entre autres, de mesurer l'ampleur des bouleversements. La montée en puissance d'une idéologie de l'individualisme, parallèle à l'effondrement des représentations collectives, en a aussi modifié l'image et la perception.

Pourtant, des critères déterminants n'ont guère changé et continuent de structurer la vie sociale.

La nécessité de travailler, pour ceux qui ne sont pas fortunés, reste sinon une condition indispensable de l'existence au moins le plus puissant facteur de motivation. Demeure également inaltéré le conflit fondamental entre celui qui recherche du boulot contre une rémunération qui lui permette de vivre dans la dignité et celui qui en propose et dont les motivations sont très différentes. L'actualité des débats sur les coûts du travail le rappelle aux esprits distraits.

Cette contradiction continue donc de traverser le monde du travail, de le dominer et de traduire une relation de pouvoir entre travailleurs et employeurs. Même si elle marque moins un air du temps dominé par la pensée unique qui voit dans les règles de l'économie de marché un indéchiffrable horizon. Il n'y a pas d'alternative à ce programme du libéralisme moderne, le capitalisme de toujours.

Il s'est donné le monde pour frontière mais une résistance naît de ses conséquences dramatiques sur la vie des gens. En proclamant que d'autres mondes sont possibles elle entend rendre des perspectives, un avenir acceptable. La nouvelle dimension internationale du pouvoir économique creuse, en effet, les inégalités entre le nord et le sud de la planète comme au sein même des sociétés du nord et du sud. Chez nous, elle met en cause un modèle social né pour sortir de la seconde guerre mondiale.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent des élections sociales dont les enjeux sont, bien sûr, d'abord liés aux pratiques des entreprises de plus de 50 travailleurs où elles se déroulent.

Nous vivons dans des démocraties de marché, tout comme dans des économies de marché explique Jean-Paul Fitoussi ⁽⁶⁾. Dans cette caractérisation du système qui nous régit, chaque mot est important, car chacun définit un principe d'organisation différent. Dans une démocratie par le principe du suffrage censitaire un euro, une voix. Et de l'autre, la démocratie régie par le suffrage universel une femme, un homme, une voix. Notre système procède ainsi d'une tension entre deux principes, l'individualisme et l'égalité d'une part ; de l'autre, l'espace public et l'égalité ce qui oblige à une recherche permanente d'un entre-deux, d'un compromis.

(6) La démocratie et le marché, Grasset, Nouveau collige de philosophie, 2004.

Une place de premier rang pour la Belgique¹⁷

Ce compromis n'est pas tombé du ciel, pas plus qu'il n'est le fruit du hasard comme la absence d'un enseignement de l'histoire sociale belge le laisserait penser. Il a surgi au sortir de la seconde guerre mondiale, le résultat d'une nécessité dictée par un rapport de force dans la société.

Le conflit avait quasi replongé la classe ouvrière dans des misères de paupérisation dont le combat syndical n'avait sortie au début du siècle. Mais dans la clandestinité sous la présidence du directeur général du ministère de la Prévoyance sociale, Henri Fuss, des représentants des patrons et des syndicats vont conclure un accord de solidarité sociale dont le 60^e anniversaire mériterait d'être dignement célébré.

Il s'agissait de demander au gouvernement de prendre, dès le retour du pays à l'indépendance, une série de mesures d'urgence pour réparer les misères subies pendant l'occupation par la grande masse des travailleurs salariés. Ces mesures visent le régime des salaires, l'institution d'un système complet de sécurité sociale reposant sur la solidarité nationale et la restauration ou l'instauration de méthodes de collaboration paritaire entre organisations d'employeurs et organisations de travailleurs.¹⁷⁾

Le Rapport au Régent, qui a pris le nom de loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale des travailleurs salariés, marque un détour. Il précisait des orientations politiques pour le moins ambitieuses : *« Dans le mouvement général qui porte les nations démocratiques à partager plus justement les fruits du travail commun, la Belgique tient à garder une place de premier rang. »*

(7) 150 ans de sécurité sociale. Et après... Volume 1 La sécurité sociale : reflets de la société. Bruylant, 1995.

Une concertation sociale articulée

Au plan interprofessionnel, la loi a consacré l'engagement en créant le Conseil national du travail où se négocient des Conventions collectives de travail qui ont une force légale. Avec le Conseil central de l'économie, le CNT constitue la coupole fédérale de la structure de concertation sociale.

Les politiques régionales sont examinées dans des organismes homologues (le Conseil économique et social de la Région wallonne, le Sociaal economische Raad van Vlaanderen et le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale). La démocratie économique et sociale s'exprime également dans la négociation, tous les deux ans en principe, d'un accord interprofessionnel primaire au sein d'un groupe des dix qui entretient des relations directes avec le gouvernement.

Au niveau des secteurs, au sein des Commissions paritaires, patrons et syndicats ont l'occasion de négocier des Conventions collectives de travail qui fixent, notamment, les conditions (minimales) de rémunération et de travail pour l'ensemble des travailleurs du secteur.

Dans les entreprises, l'exercice de la démocratie relève de trois organes aux pouvoirs distincts :

La **démocratie syndicale**, dont la CCT définit le statut, y représente l'organe de négociation.

Dans les entreprises de plus de 50 travailleurs, un **Comité pour la prévention et la protection au travail** (CPPT), composé paritairement, met à son ordre du jour les questions liées à l'environnement, à la sécurité, à la prévention du stress et de maladies professionnelles.

focus

Il supervise également la sélection des conseillers en prévention.

Dans les entreprises de plus de 100 travailleurs, un **Conseil d'entreprise**, également composé paritairement, établit le règlement de travail, discute des évolutions économiques auxquelles la société doit faire face, désigne le réviseur et fixe la date des congrès annuels.

Il a essentiellement des compétences d'information pour tout ce qui relève de l'organisation du travail, des politiques d'emploi et de formation.

Sous l'impulsion du ministère de l'Emploi et du Travail, des élections sont organisées, tous les quatre ans théoriquement, pour désigner les représentants des travailleurs dans les CPPT et dans les CE. Les représentants des employeurs ne sont évidemment jamais élus.

Une démocratie inachevée

L'existence de seuil (nombre de travailleurs minimal) pour l'organisation d'actions sociales dans les entreprises fixe la limite de l'expression démocratique que représente l'organisation des actions sociales.

Ainsi, en Belgique, un travailleur sur deux n'a pas accès aux urnes pour la seule raison que son entreprise compte moins de 50 travailleurs. Les organisations syndicales se heurtent au blocage des employeurs (singulièrement ceux des Classes moyennes) qui combattent même la présence syndicale dans les PME. La législation européenne sur le droit d'information imposera dans les prochaines années de nouvelles modalités de destination des travailleurs de ces entreprises de plus de 20 travailleurs.

La FGTB revendique la mise en place de mécanismes originaux de concertation garantissant à tous les travailleurs un accès à la démocratie économique et sociale.

Il convient encore de préciser que, pour d'autres raisons, la plupart des travailleurs du secteur public (plus de 300.000 travailleurs) ne participent pas aux élections sociales. D'autres modalités du dialogue social sont néanmoins en vigueur et une structure de concertation sociale fonctionne avec les pouvoirs publics qui sont ici employeurs.

En Wallonie, 556.000 salariés sont occupés dans le secteur privé. Aux derniers scrutins organisés au mois de mai dernier, seulement 31% (173.140 travailleurs) d'entre eux ont pu participer au scrutin pour constituer 520 CE. Et 38% (216.206 travailleurs) pour constituer 1.034 CPPT.

Un certain nombre de commentateurs appréhendent les résultats des élections sociales comme une mesure de la représentativité des syndicats. Cette approche est appuyée par une campagne de communication de la CSC, premier syndicat belge, et dont les scores sont en nette progression depuis la guerre. Les syndicats chrétiens font de la première place en Wallonie un enjeu du scrutin. Cette vision est trompeuse et fondée sur des bases tronquées.

Pour la FGTB wallonne, la portée des élections sociales relève, pour l'essentiel, de la démocratie interne aux entreprises où elles sont organisées et, partiellement, d'un rapport de force qui s'établit dans les secteurs. Mesurent-elles la représentativité réelle des organisations interprofessionnelles ? On peut en douter compte tenu du faible pourcentage de travailleurs qui y ont accédé.

focus

De plus, on distingue dans les résultats présentés officiellement un secteur marchand et un secteur non-marchand. Fusionner l'ensemble des résultats est une absurdité. En effet, le secteur non-marchand est dominé par des écoles qui relèvent de l'enseignement libre et par des hôpitaux relevant de Caritas catholique. Or, ni les écoles ni les hôpitaux publics (où la privatisation de la CSC est faible) n'organisent de scrutin. Seuls les résultats du secteur marchand (où la FGTB réalise toujours un score de plus de 52%) pourraient être pertinents pour mesurer une représentativité des organisations syndicales.

Par ailleurs, il convient de s'interroger sur la signification prise des fluctuations des résultats dans le temps, compte tenu de l'importance de la restructuration que connaît en quatre ans, le tissu économique.

D'autres critiques permettent d'approcher plus finement la réalité de la représentation syndicale en Wallonie. D'une part, la moyenne des effectifs de la FGTB wallonne pour l'année 2002 était de plus de 500.000 affiliés. Soit quelque 100.000 de plus que les régionales wallonnes de la CSC. Le Crisp⁽⁸⁾ indique du reste : *« La FGTB vient en tête dans toutes les provinces wallonnes et même très largement dans les provinces de Liège et de Hainaut »* (p.13).

Par ailleurs, sur plus de 4 millions de dossiers d'implantation réalisés en 2001 pour la Wallonie, 48,63% ont été par la FGTB, 35,76% par la CSC, 3,83% par la CGSLB et 11,77% par la CAPAC.

(8) Implantation syndicale et taux de syndicalisation (1992-2000) Étienne Arcq, Magali Aussems, CH 1781, CRISP

Ce qui permet à la FGTB wallonne de revendiquer la place de premier syndicat de Wallonie. Mais ce qui n'est que peu d'importance, au-delà des politiques de communication des organisations syndicales.

Dans la démocratie économique sociale, qui ne fonctionne pas sur les mêmes ressorts que les élections politiques, c'est moins le score d'une élection qui détermine l'importance d'un acteur que sa capacité à créer un rapport de force face au monde des employeurs ou à celui des décideurs politiques. Et c'est sur le terrain qu'il se mesure.

À voir, à lire, ...

À lire

Petites mythologies belges

par Jean-Marie KLINKENBERG

(Editions Labor/Espaces de liberté - 96 pages - 9 €)

La question de départ de cet essai est : y a-t-il une culture propre à la Belgique ? On a pu assister sur ce sujet à des débats intéressants mais Jean-Marie Klinkenberg, lui, aborde la culture plutôt comme un effet de discours (elle permet de donner la réalité) et essaie de voir comment le propos sur la soi-disant culture belge est construit. Ce qui intéresse, ce sont les choses de la vie quotidienne et les titres de quelques-uns de ses chapitres sont séduisants : Aller à la mer, Applaudir Eddy, Ovationner le Roi, Monter à Paris, Trouver un compromis, Avoir une brique dans le ventre, Être nauteur.

La grande déillusion par Joseph E. STIGLITZ

(Essai - Livre de poche - 407 pages - moins de 10 €)

Aujourd'hui la mondialisation, cela ne marche pas. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité économique mondiale.

Celui qui a perdu ses illusions, c'est Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie, ancien conseiller de Bill Clinton qui, en 1999, a démissionné de son poste de économiste en chef et de vice-président de la Banque mondiale.

Écrit de l'intérieur du système, un livre important pour comprendre les enjeux de la mondialisation et l'idéologie ultra-libérale qui soutient l'action des grandes institutions mondiales : FMI, Banque mondiale et OMC.

Confessions d'une accro du shopping

par Sophie KINSELLA

(Pocket Coll. Best - 368 pages - moins de 7 €)

Votre job vous ennue-t-il mourir ? Vos amours laissent-ils désirer ? Rien de tel qu'un peu de shopping pour se remonter le moral... C'est en tout cas la devise de Becky Bloomwood, une jolie Londonienne de vingt-cinq ans. Armée de ses cartes de crédit, la vie lui semble tout simplement magique ! Chaussures, accessoires, maquillage ou fringues sublimes... rien ne peut contenir sa ferveur achetéeuse, pas même son effrayant découvert. Un comble, pour une journaliste financière qui conseille ses lecteurs en matière de budget !

Jusqu'au jour où l'indigne séducteur Luke Brandon, un jeune et brillant businessman, Becky s'efforce de s'amender, un peu aidée par son banquier, qui vient de bloquer ses comptes... Mais pourra-t-elle résister longtemps au vertige de l'achat et à l'appel vibrant des soldes ?

Le Cimetière des bateaux sans nom

par Arturo PEREZ-REVERTE

(Seuil - Coll. Points - 568 pages - moins de 8 €)

Un marin exilé de la mer follement aimé d'une femme dangereuse et belle. Un brigantin englouti depuis plus de deux siècles dans la pénombre verte de la Méditerranée. Une ancienne carte nautique qui n'en finit pas de révéler ses secrets. Un secret dont les bribes éparpillées dans les liasses jaunies des bibliothèques et des musées excitent la convoitise de chasseurs d'indices sans scrupules. Et une fabuleuse histoire d'amour et d'aventure dont l'inoubliable héros est la mer.

De Melville à Stevenson, de Conrad à Patrick O'Brian, c'est toute la grande littérature de la mer qui revit dans les pages de ce fascinant et merveilleux roman, comme un hymne à la magie des rives et à une mythologie de la part d'ombre tapie en chacun de nous.

Le sang des roses par Patrick CAUVIN

(Livre de Poche Thriller n° 7003 - 315 pages - 6 €)

C'est Ram, l'enfant de l'Inde, qui, du fond de sa fabrique de tapis, a donné l'alerte concernant un trafic d'enfants esclaves, au fin fond du Pakistan. Reiner et Agnès l'ont entendu et dans les montagnes les plus hautes du monde, piégés par un ennemi plus dangereux que les diables qui hantent les sommets du Karakorum, ils vont tous les trois tenter d'échapper à la mort et remonter la filière de l'horreur. Mais la vengeance qui les attend est peut-être pire qu'ils ne le pensaient.

Un thriller par l'auteur du cycle $E=MC^2$, mon amour

L'Islam expliqué aux enfants

par Tahar Ben JELLOUN

(Seuil - 90 pages - 6 €)

Après le succès de *Le racisme expliqué à ma fille*, l'écrivain Tahar Ben Jelloun nous explique l'Islam et présente ainsi son livre : *Je raconte ici l'Islam et la civilisation arabe à mes enfants musulmans, à tous les enfants quels que soient leur pays, leur origine, leur religion, leur langue et aussi leurs espérances. Ceci n'est surtout pas un préambule, ni un plaidoyer. Je ne cherche pas à convaincre, je raconte le plus objectivement et le plus simplement l'histoire d'un homme devenu prophète, l'histoire aussi d'une religion et d'une civilisation qui a tant apporté à l'humanité.*

Le visage effleuré de peine par Gisèle PRASSINOS

(Zulma Poche - 144 pages - 6,50€)

Excellente idée de remettre en Poche ce roman fort particulier dont l'histoire s'appelle Essentielle. Le livre était sorti en 1964 chez Grasset et André Breton avait dit que le ton en était unique et que tous les poètes en étaient jaloux. Pour celles et ceux qui adorent être surpris...

Baudolino par Umberto Eco

(Ed. Perrin - Coll. Tempus - 302 pages - 8,50€)

C'est l'histoire de Baudolino, un jeune paysan fantasque et menteur, qui fabule, invente et, comme par miracle, tout ce qu'il imagine devient histoire... Umberto Eco signe un époustouflant roman picaresque, un roman-histoire qui nous parle aussi bien du mythe et de l'utopie que de l'Italie contemporaine...

Robert des noms propres par Amélie NOTHOMB

(Le livre de poche - 189 pages - moins de 5€)

Tout file sur les chapeaux de roue dans ce nouvel opus d'Amélie Nothomb qui est l'histoire d'une enfant née en prison, dont la mère a flingué si brutalement le père avant de baptiser sa fille Plectrude et de se suicider dans sa cellule. Il y a mieux comme gâteaux ! Sur-tout quand par la suite on est recueilli par un oncle et une tante qui vous traitent comme une princesse, à tort et à travers, avec qui tous les coups sont permis, les plus excentriques, les plus capricieux. C'est l'itinéraire d'une gamine hors norme, belle et farouche, rebelle et prodigieusement intelligente, cancre et douze fois, qui se nourrit des pages du dictionnaire Le Robert et sombre dans l'anorexie...

Voilà, voilà, ...

expositions

La lessive dans l'imagerie populaire

Le thème du blanchissage du linge vu à travers les chromos, cartes postales, assiettes, sous-verre, verres et calendriers.

Jusqu'au 31 août 2004.

A Spa. Musée de la Lessive. Tél. 087777 14 18.

Les momies égyptiennes et la bière

Les Egyptiens cultivaient l'orge... 132 objets provenant du monde entier.

Jusqu'au 31 août 2004.

A Viroinval. Musée du Malgrètout. Tél. 060/39 02 43.

La Grèce antique et les femmes.

Héra, Aphrodite et les autres

Une expo originale qui vaut le détour, qu'on soit femme ou homme.

Jusqu'au 7 novembre 2004.

A Mettet, Abbaye Saint-Gildard de Brogne. Tél. 0771/79 70 70.

Bières et fromages des Pères Trappistes

Jusqu'au 7 novembre 2004.

A Viroinval. Ecomusée de l'abbaye du Verdin. Tél. 060/39 96 24.

8 septembre 2004

Journée internationale de l'alphabétisation

Participation à la journée internationale de l'alphabétisation pour une sensibilisation ciblée principalement vers le public des travailleurs sans emploi, des pensionnés & pensionnés des demandeurs de suite en difficulté avec le français écrit et oral.

du 16 au 22 septembre 2004

Semaine européenne de la Mobilité

Participation à la semaine de la Mobilité

La problématique du déplacement des travailleurs entre le domicile et le lieu de travail s'inscrit dans une politique de mobilité qui se fonde sur les principes de mobilité, d'accessibilité, de sécurité et de prévention contre les pollutions.

La FGTB wallonne a confié au CEPAG, depuis près de 2 ans, la création, l'animation et le développement d'une cellule syndicale de Mobilité

Trois expériences sont actuellement en cours : Caterpillar, au site de Crignys et dans le secteur de l'économie sociale avec le Centre Coordonné de l'Enfance Châtelet.

Ces différentes expériences contribuent modestement à une redéfinition globale d'une politique de mobilité qui suppose de nouvelles orientations et l'adoption de mesures cohérentes, notamment en matière d'aménagement du territoire, d'investissements en terme d'infrastructure, de logement, de temps travail.

14 septembre 2004

Rencontre annuelle du CEPAG et de ses Régionales

A cette occasion, l'ensemble des animateurs, des formateurs et des conseillers du CEPAG et de ses Régionales se rassemblent pour présenter neuf activités phares.

Objectif double :

- Tenter de montrer la **diversité des actions menées** dans le cadre de l'éducation permanente : formation en alphabétisation, conception d'un outil numérique, initiative culturelle, exposition...
- **Echanger** pratiques, réflexions, méthodes pédagogiques, etc.

Les travaux seront ponctués par une dimension musicale assurée par la chorale **OMC** (Orchestre Mobile Citoyen).

L'introduction ainsi que le rappel des objectifs de la journée seront présentés par **Annick Thyrié**. Des débats, dont la modératrice sera **Anne-Marie Andrusyszyn**, auront également lieu.

En guise de mise en bouche, voici un aperçu sommaire de la **présentation des activités phares** :

10H45 -> 11H45	AFICO	Formation découverte/horizon avec les TSE de Namur
	Borinage 2000	Citoyenneté
	CCB	Exposition contre le racisme
	CEPAG	A voir, lire, écouter...
14H00 -> 15H15	CEPPST	Permis de conduire
	CENFORSOC	Appareil des poires
	CEPRE	Rallye du patrimoine
	CEPAG	Immigration : recherche-action dans différentes régionales
	VIE ESEM	Alphabétisation